

Déclaration conjointe du Groupe international de Soutien pour le Liban suite à la rencontre avec le Président Michel Aoun

Beyrouth, Liban

Le 10 novembre 2017

Les membres du Groupe international de soutien pour le Liban ont rencontré dans la matinée le Président Michel Aoun au Palais présidentiel de Baabda. Ils ont abordé la situation au Liban à la suite de l'annonce de l'offre de démission du Premier Ministre Saad Hariri.

Les membres du GIS ont exprimé leur inquiétude continue face à la situation actuelle et à l'incertitude qui prévaut au Liban. Ils ont appelé le Liban à se maintenir à l'abri des tensions dans la région. A cet égard, ils ont souligné l'importance de restaurer l'équilibre vital des institutions étatiques du Liban, essentiel à la stabilité du pays. Notant les réalisations politiques positives de l'année écoulée, les membres du GIS appellent toutes les parties à continuer d'œuvrer dans l'intérêt national du Liban.

Les membres du GIS ont salué le leadership du Président Aoun dans ses appels au calme et à l'unité. Ils ont salué les mesures prises pour contenir la crise politique et sauvegarder l'unité, la stabilité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays. A cet égard, les membres du GIS saluent l'appel du Président au retour du Premier Ministre au Liban.

En solidarité avec le Liban, les membres du GIS ont réaffirmé leur engagement à soutenir le pays, ses dirigeants et sa population en ces circonstances difficiles.

Note aux éditeurs

Le Groupe international de soutien a rassemblé les Nations Unies, les gouvernements de Chine, de France, d'Allemagne, d'Italie, de la Fédération russe, du Royaume Uni et des Etats-Unis, ainsi que l'Union européenne et la Ligue des Etats arabes. Lancé en 2013 par le Secrétaire général des Nations Unies avec l'ancien Président Michel Sleiman, le groupe contribue à mobiliser le soutien à la stabilité et la souveraineté du Liban ainsi qu'à ses institutions étatiques en vue d'encourager les aides à l'armée libanaise, aux réfugiés syriens au Liban, aux communautés hôtes et aux programmes gouvernementaux et services publics affectés par la crise syrienne.